



Ruegard

sur les préjugés

Si les préjugés portent une atteinte grave aux droits fondamentaux des individus qui en font l'objet, les frustrent du sentiment d'être appréciés à leur juste valeur, ils atteignent encore plus profondément les adultes peu alphabétisés.

En effet, devant l'image extrêmement négative que leur renvoie la société, ces derniers perdent graduellement toute estime d'eux-mêmes et deviennent, à leurs propres yeux, des incapables. Résultat : ils sont peu enclins à participer à des ateliers d'alphabétisation, car le plaisir d'apprendre se trouve souvent lié aux compétences que l'on se reconnaît.

Afin d'en arriver à des pratiques efficaces mais surtout adaptées aux véritables besoins, nous devons nous faire une idée précise de ce qu'est un préjugé, de son impact sur l'adulte, sur les groupes d'alphabétisation populaire, sur la société et en analyser rigoureusement chaque aspect. Il importe également de comprendre les motivations de celles et de ceux qui véhiculent des préjugés. Qui sont-ils? La fonctionnaire de l'assurance-emploi? Les agents de l'aide sociale?

Et nous? N'avons-nous pas intériorisé les voix de la «normalité» dès notre plus tendre enfance? Parce que nous intervenons auprès des exclus, nous avons tendance à nous croire sans préjugés. Qui peut affirmer hors de tout doute que SA perception des choses n'interfère pas dans la compréhension de certaines situations, qu'il n'est pas le reflet ou le produit d'une culture, d'une époque, d'une idéologie?



Le préjugé dans tous ses états

Selon un sondage effectué auprès des membres du Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec, *préjugé* signifie, pour plusieurs, «idée préconçue à l'endroit d'une personne ou d'un groupe» qui «donne lieu à des restrictions ou à des privilèges, selon qu'elle est défavorable ou favorable», «jugement personnel édifié à partir de ses propres expériences», «ignorance», «opinion sans fondement», «désinformation» ou «incompréhension des causes d'un problème». Quelques-uns vont plus loin: le préjugé prendrait sa source dans une «simplification excessive de la réalité, dans sa déformation».

L'impact des préjugés sur les adultes peu alphabétisés est, on l'a dit précédemment, dévastateur. Ils «créent un sentiment d'échec», «entraînent découragement et insatisfaction chronique», «engendrent une grande révolte intérieure qui prédispose au repli sur soi». Dans les pires des cas, ils «ouvrent la porte à la délinquance, à la dépression, au décrochage scolaire, à l'itinérance, voire au suicide».

Les préjugés affectent également les groupes populaires d'alphabétisation. «En raison des connotations péjoratives associées au mot *analphabète*, le recrutement de participantes et de participants demeure difficile.» De plus, «puisque la cause est tout sauf *populaire*, il devient moins aisé d'obtenir du financement». Les préjugés peuvent même conduire à «une mauvaise perception des actions à mener et pousser les groupes à offrir des services plutôt qu'à aider les adultes peu alphabétisés à changer leurs conditions de vie».

La société subit elle aussi les effets négatifs des préjugés, car en bout de ligne, ils «servent de support à une injustice organisée (salaire à la baisse, discrimination systémique, etc.)», ce qui fait dire à certains qu'il «paraît alors plus séduisant de s'associer à un groupe criminel que de faire partie intégrante d'une société qui rejette et exclut».

Surprenants, exagérés ou même inconvenants, ces propos? Allons voir de plus près cette construction raffinée et fort répandue qu'on nomme *préjugé*.

Que cache le préjugé ?

Un besoin inassouvi de domination ?

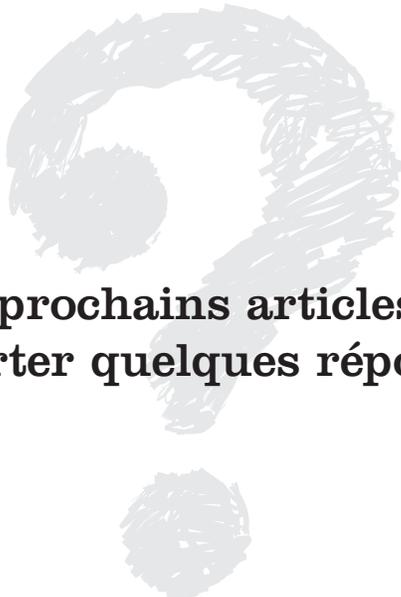
La peur diffuse de perdre ses repères et son identité ?

Pourquoi est-il indestructible ?

Quelle est au juste sa fonction ?

**Le préjugé a-t-il sa place dans un
groupe populaire d'alphabétisation ?**

Peut-il devenir un moteur de changement ?



**Les deux prochains articles tentent
d'apporter quelques réponses.**

De l'utilité des préjugés

Richard Latendresse,
formateur,
Groupe Alpha Laval

Qui a des préjugés? Les plus riches ou les moins instruits? Les plus vieux ou les plus jeunes? Les travailleurs manuels ou les intellectuels? Les personnes qui ne sont pas elles-mêmes l'objet de préjugés?

Les préjugés ne sont pas l'apanage d'un groupe particulier: tous les membres de la société en sont porteurs, qu'ils le veuillent ou non. Depuis toujours, ils s'inscrivent dans l'histoire de l'humanité et font partie intégrante des êtres humains.

Parce que les préjugés portent atteinte à la vie et à la dignité de celles et ceux qui les subissent, nous devons chercher par tous les moyens à les combattre.

Pour cela, il faut non seulement savoir les reconnaître, mais surtout comprendre les mécanismes qui les créent.

Définition, caractéristiques des préjugés

On définit habituellement les préjugés comme des opinions prématurées, des jugements que l'on porte avant de connaître réellement une situation, un problème, un groupe de personnes. Dans la vie courante, cela signifie se forger des opinions hâtives à partir de renseignements incomplets puisqu'on ne peut tout connaître et tout vivre.

En général, les préjugés résistent à l'information. Qui ne s'est pas retrouvé devant un mur à essayer de renverser les préjugés démontrés à l'endroit des personnes analphabètes ou immigrantes? Les faits et nos arguments n'ont pas réussi à transformer la façon de voir de nos vis-à-vis, notamment parce que les préjugés relèvent plutôt de l'émotif que du rationnel.

Les préjugés sont tenaces car ils s'appuient souvent sur l'expérience : «Je connais quelqu'un qui est comme ça.»

Si les préjugés concernent en général les groupes de personnes, ils peuvent porter également sur des idées, comme le féminisme, la justice sociale, sur la croyance religieuse ou sur des phénomènes sociaux comme la maladie mentale, la toxicomanie ou le suicide.

Selon les valeurs, l'éducation reçue, les intérêts, le groupe social auquel on appartient, l'expérience ou les idéologies dominantes du moment, les préjugés varieront d'une personne à l'autre.

Ils se traduisent dans l'agir. On parle alors de discrimination, c'est-à-dire d'une distinction, d'une exclusion ou d'une préférence de traitement ou de considération, fondée sur la race, la couleur, la religion, le sexe, la langue, l'origine nationale, les convictions politiques, l'âge, la condition sociale ou tout autre attribut. Cette discrimination a pour effet de détruire ou de compromettre la reconnaissance et l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne. Elle sépare un groupe social d'un autre en le traitant moins bien.

Selon les valeurs, l'éducation reçue, les intérêts, le groupe social auquel on appartient, l'expérience ou les idéologies dominantes du moment, les préjugés varieront d'une personne à l'autre.

Et la discrimination finit très souvent par être érigée en système. Pensons à l'organisation des sociétés racistes ou esclavagistes de l'Afrique du Sud ou des États-Unis. Pensons également au Québec sclérosé des années 50 qui rejetait en bloc les mères célibataires ou les homosexuels. Sans que cela soit aussi systématique, pensons à la discrimination subie par les personnes assistées sociales concernant le logement, par les personnes noires relativement à l'emploi, par les femmes plus âgées ou de moins belle apparence quant à certains types d'emplois ayant une visibilité publique.

À quoi servent les préjugés ?

Les préjugés sont des éléments constitutifs de notre société, à tel point qu'on les appelle lieux communs s'ils sont socialement acceptables : les fonctionnaires sont des paresseux, les personnes qui reçoivent longtemps de l'aide sociale, c'est bien parce qu'elles le veulent, les jeunes sont des irresponsables et des individualistes, les musulmans sont des intégristes, les toxicomanes n'ont pas la volonté de s'en sortir.

Les préjugés servent à maintenir le *statu quo*, à faire accepter aux citoyennes et aux citoyens que notre société est fondamentalement inégale et injuste, et ne peut être transformée. Énormément de groupes subissent des préjugés : les personnes obèses, sourdes, handicapées, celles atteintes de maladie mentale, les locataires de HLM (habitations à loyer modique), celles et ceux qui habitent à l'extérieur de Montréal, les décrocheurs scolaires, les Amérindiens, etc. et doivent supporter le poids de l'injustice à leur endroit. Ce poids entraîne chez les

individus — à des degrés divers — la résignation et bien souvent l'envie de se conformer pour ne pas être pointés du doigt. Ainsi, la résistance au changement renforce le caractère inéluctable de l'injustice vécue. De plus, tout le monde sait que les personnes portant des jugements ont plus de valeur, sont meilleures que celles les subissant (!). Tout cela fait en sorte que les choses ne changent pas.

Les préjugés servent également à créer des divisions entre travailleuses, travailleurs et à atténuer la force qu'ils pourraient représenter. À une certaine époque chez Bell Canada, pour un travail identique, les postes de téléphonistes chargées des appels outre-mer étaient considérés plus prestigieux que les autres postes de téléphonistes. La création d'une division artificielle a certainement eu un impact sur la solidarité entre les travailleuses.

Les préjugés empêchent les citoyennes et les citoyens de voir, au-delà des différences, leurs intérêts communs. Leur isolement les conduit inévitablement à l'inaction. Voici, à ce propos, ce qu'écrivait en 1945 le révérend Martin J. Niemolleren, témoin de la montée du régime nazi en Allemagne : «Ils sont d'abord venus pour les communistes, mais je n'ai rien dit parce que je n'étais pas un communiste. Ensuite, ils sont venus pour les juifs, mais je n'ai rien dit parce que je n'étais pas un juif. Ensuite, ils sont venus pour les gens des syndicats, mais je n'ai rien dit parce que je n'étais pas membre de syndicats. Ensuite, ils sont venus pour les catholiques, mais je n'ai rien dit parce que j'étais protestant. Finalement, ils sont venus pour moi, et

1 Rénéald LEGENDRE. *Dictionnaire actuel de l'éducation*, 2^e édition, Montréal, Éditions Guérin, 1993, p. 382.

il ne restait plus personne pour dire quoi que ce soit? »

Les préjugés fournissent des boucs émissaires tout indiqués. La diversion ainsi créée nous dispense de trouver les causes réelles des problèmes et par conséquent d'apporter des solutions viables, de consentir aux efforts nécessaires pour instaurer des changements indispensables. Par exemple, les services de santé sont débordés parce que les gens abusent du système ; c'est à cause des personnes homosexuelles que le SIDA s'est propagé ; les enseignantes et les enseignants sont responsables des nombreux échecs scolaires des élèves.

Tous les groupes sociaux ne sont pas touchés de pareille façon. Moins les gens qui subissent des préjugés ont de pouvoir, de moyens pour se faire entendre et plus les préjugés atteignent leurs droits et leur dignité. Ne frappons-nous pas toujours plus fort sur les faibles? Ainsi, le préjugé affirmant que les baby-boomers sont des privilégiés, qu'ils profitent du système au détriment des jeunes n'a pas le même impact, n'est pas autant ostracisant que celui laissant croire que les autochtones sont des privilégiés parce qu'ils ne paient pas de taxes et que le gouvernement fédéral leur construit des maisons.

Si on accorde moins de valeur à certaines catégories de citoyennes et de citoyens, on leur concédera forcément moins de droits. Est-ce que le droit au travail, le droit de vivre décemment, le droit d'expression, le droit à l'instruction publique gratuite, le droit à l'information sont, dans les faits, les mêmes pour toutes et tous?

Moins les gens qui subissent des préjugés ont de pouvoir, de moyens pour se faire entendre et plus les préjugés atteignent leurs droits et leur dignité.

En accolant une étiquette défavorable à des personnes ou à des groupes, on détruit leur crédibilité. Tout ce qu'ils diront par la suite n'aura probablement plus aucune valeur. Et on réduira d'autant le soutien de la population à leur égard. Dans les années 50 au Québec, au Canada et aux États-Unis, celles et ceux qui luttaient pour les droits démocratiques étaient étiquetés « communistes ».

Sur le plan individuel, les préjugés aident certaines personnes à exercer un pouvoir sur d'autres, leur évitent de se faire contester ou remettre en question, leur permettent de se croire indispensables. Les préjugés leur servent à se créer une estime de soi. Voir les gens comme inférieurs donne un sentiment de supériorité : nous savons et les autres ne savent pas ce qu'il convient de faire.

Les préjugés peuvent camoufler des peurs. Plusieurs s'inquiètent de la présence accrue de personnes immigrantes dans leur région. Peut-être craignent-ils de ne plus se reconnaître dans la société, que le Québec finisse par perdre son identité. S'ils sont en outre peu scolarisés et sans formation professionnelle reconnue, l'immigration apparaît encore plus menaçante.

Ne pas laisser les préjugés penser à notre place

Les préjugés sont créés ou renforcés selon les époques et les intérêts des groupes sociaux dominants. Dans les années 70 à 90, il était communément admis que les chômeurs et les assistés sociaux étaient des paresseux et des profiteurs. Pour les politiciens et les médias, ce préjugé servait à justifier les compressions dans les programmes sociaux qui, selon eux, grevaient les budgets de l'État et étaient les premiers responsables du déficit budgétaire du gouvernement fédéral.

Aujourd'hui, les préjugés à la mode associent les musulmans à l'intégrisme et au terrorisme. De plus, toute action violente est jugée terroriste, peu importe le contexte, les raisons et la façon dont est menée une lutte armée. On met dans le même panier et sans aucune nuance action terroriste et lutte armée contre des dictatures et des situations d'oppression. Le terrorisme est identifié à toute action armée qui s'oppose aux États occidentaux et à leurs alliés, et rarement à une action armée de la part des États occidentaux et de leurs alliés.

Le problème n'est pas d'avoir des préjugés, car nous n'y échappons pas, malgré notre bonne volonté. Présents depuis que nous sommes petits, ils sont insidieux et conséquemment pas toujours faciles à reconnaître. Le problème est de penser que nous n'en avons pas parce que nous sommes de bonnes personnes, des personnes de gauche, que nous subissons nous-mêmes des préjugés, que nous voulons aider les gens, que nous sommes

Le problème n'est pas d'avoir des préjugés, mais de penser que nous n'en avons pas parce que nous sommes de bonnes personnes, des personnes de gauche, que nous subissons nous-mêmes des préjugés, que nous voulons aider les gens, que nous sommes critiques.

critiques. Personne n'est à l'abri des contradictions et des incohérences.

C'est à partir du moment où l'on admet avoir des préjugés que la transformation commence. Ce n'est toutefois pas aisé de changer des habitudes et des comportements fortement enracinés. (En même temps, n'est-ce pas cela qui est demandé aux participantes et aux participants de nos groupes?)

Par exemple, en partageant véritablement le pouvoir entre les participantes, les participants et les formatrices, les formateurs, nous créons un milieu où les individus peuvent s'épanouir, devenir plus autonomes et développer leur potentiel, un milieu dynamique et stimulant pour toutes et tous. Nous éliminons des tensions inutiles. Nous nous rapprochons du plaisir. Plaisir d'être avec les autres et d'agir ensemble.

Toutefois, il est erroné de croire que le changement social n'est possible qu'à l'intérieur de nos organismes. Nous nous refermons alors sur nous-mêmes

et «restons entre nous». Ne serait-il pas plus profitable de tabler sur notre force collective pour rayonner et avoir un impact social, de sortir de nos organismes pour émerger sur la place publique et ouvrir une brèche dans une société fermée sur bien des aspects?

La modification des structures sociales est d'une importance capitale. Il faut des lois, des organismes de contrôle et d'application, de défense des droits, un accès réel des citoyennes et des citoyens à la justice pour empêcher la discrimination. Mais ce n'est pas tout. Les changements qui ne s'attardent qu'à une modification des structures ne font pas long feu. On n'a qu'à penser aux acquis sociaux menacés depuis que les derniers gouvernements désengagent l'État de ses responsabilités ou aux grandes révolutions (comme la Révolution russe de 1917) qui promettaient de transformer la société et qui n'ont que changé les oppresseurs. Il faut aussi agir sur les mentalités.

Pour que les changements se fassent en profondeur et soient durables, les personnes doivent également se transformer. Dans le quotidien, il demeure facile de contourner les lois, de passer à côté des structures. La lutte contre la discrimination n'est jamais terminée et les retours en arrière, toujours possibles. N'importe quand, demain, de nouvelles catégories de gens seront mises au banc des accusés.

Certes, il y a eu des progrès indéniables concernant l'antisémitisme depuis l'époque des pogroms ; par rapport au racisme, des sociétés esclavagistes à

aujourd'hui; à propos du sexisme, de l'époque où l'on disait que les femmes n'avaient pas d'âme à maintenant. Il en va de même en ce qui concerne l'homophobie : les préjugés ont considérablement diminué au Québec et, par le fait même, la discrimination dont les personnes homosexuelles sont victimes. Mais rien n'est définitivement acquis.

Les préjugés ont une histoire. Ils évoluent, diminuent, se transforment... Dans le Québec d'avant les années 60, les non-croyants et les non-pratiquants avaient la vie dure puisqu'ils étaient

Pour que les changements se fassent en profondeur et soient durables, les personnes doivent également se transformer.

minoritaires. Aujourd'hui, les choses se sont inversées : ce sont les gens qui ont la foi et les pratiquants qui subissent des préjugés.

L'enjeu fondamental de la lutte contre les préjugés porte sur les mécanismes qui les génèrent et les maintiennent. Et cette lutte relève de notre responsabilité à la fois collective et individuelle.

Osons aller au-delà des étiquettes, pour connaître réellement, pour suspendre les jugements définitifs, pour laisser notre pensée être.

S e libérer ensemble

François Labbé,
agent de recherche et de
liaison au Regroupement des Auberges
du cœur du Québec, et président du
conseil d'administration du Centre
d'éducation des adultes de Saint-Henri-
Petite-Bourgogne (2004-2007)

On pourrait s'étonner que, malgré les structures démocratiques, libérales, rationnelles et scientifiques de la société québécoise, des préjugés fondés sur des différences perçues entre les individus ou les groupes résistent aux efforts collectifs pour s'en défaire. Ainsi, même si, depuis 40 ans, notre système d'éducation public s'est notamment donné la mission de transmettre des valeurs fondamentales comme l'égalité, le respect et l'ouverture à la différence, les préjugés se perpétuent d'une génération à l'autre. Largement répandus, communément admis, ils forment en silence nos croyances les plus tenaces, deviennent la norme socialement acceptable et fondent la légitimité politique de différentes formes d'injustices.

Si nous sommes impuissants à déraciner une bonne fois pour toutes les préjugés, nous ne pouvons nier notre capacité de les reconnaître, de les dénoncer et d'en neutraliser les effets négatifs. Pour les organisations communautaires et les groupes populaires, cette lutte devrait faire partie intégrante de leurs missions. D'abord parce que les préjugés les plus funestes ciblent trop souvent les personnes avec et pour lesquelles nous agissons. Ensuite, parce que chacun de ces préjugés est un assaut contre certaines de nos valeurs fondamentales : la justice sociale, la solidarité, la démocratie, le respect. Enfin, parce que nous devenons nous aussi, sans le vouloir, porteurs de préjugés.

Dans le présent article, nous verrons à quel point il est important d'assumer la dimension politique des préjugés et, par conséquent, de nos pratiques si nous souhaitons nous attaquer sérieusement à l'impact des préjugés sur les personnes qui fréquentent nos organismes. Également, nous explorerons le dialogue critique en tant que moyen de combattre les préjugés qui tendent à paralyser le travail accompli dans nos organisations. En dernier lieu, nous inviterons les groupes populaires et communautaires à tisser des liens plus étroits entre leurs missions, leurs valeurs, leurs discours et leurs actions, c'est-à-dire à se tourner du côté de l'action collective.



La politique des préjugés

La nécessité de combattre les préjugés est devenue une pièce centrale dans un plan global de lutte pour l'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté, qu'il s'agisse de jeunes, d'adultes analphabètes ou de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Et d'autant plus que les préjugés forment l'un des obstacles majeurs à la

du lien d'affection entre la mère et l'enfant et celle des premières expériences infantiles dans le développement de la personnalité. Dans les deux cas, les préjugés avaient une apparence de gros bon sens parce que nous croyons généralement en cette dignité par le travail et en cette importance déterminante de l'affection de maman pour l'avenir de bébé¹.

gouvernementales et leurs conséquences sur la vie des personnes jugées. Cependant, nous n'articulons pas cette compréhension autour de moyens d'action pertinents. Pour combattre les préjugés, nous croyons nécessaire de sensibiliser ou d'éduquer les décideurs, les classes sociales qui jugent les personnes en difficulté sans connaître leurs réelles conditions d'existence. Les préjugés ne sont ni plus ni moins que les conséquences d'une ignorance ou d'une incompréhension de la part des juges.

Or, les préjugés des classes dominantes prennent moins leur origine dans l'incompréhension ou l'ignorance que dans le mépris. Ces préjugés sont autant d'expressions d'une croyance

La nécessité de combattre les préjugés est devenue une pièce centrale dans un plan global de lutte pour l'amélioration des conditions de vie des personnes en difficulté, qu'il s'agisse de jeunes, d'adultes analphabètes ou de personnes vivant sous le seuil de la pauvreté.

transformation significative des politiques sociales. Largement diffusés et partagés par une tranche décisive de l'électorat québécois, ils viennent soutenir certaines décisions politiques et, de fait, les légitimer.

À l'automne dernier, deux événements ont pris une grande importance : le traitement des personnes dites aptes au travail par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de même que l'intervention dans les familles pauvres et en grande difficulté de la part du ministère de la Santé et des Services sociaux, en particulier de sa composante Protection de la jeunesse. Dans les deux cas, les politiques, programmes, interventions, mesures et traitements s'appuyaient explicitement sur des préjugés : pour le premier, la dignité par le travail et le devoir de mériter un niveau de vie décent ; pour le second, l'importance déterminante

Notre socialisation à l'intérieur d'un système de valeurs nous a préparés à confondre une croyance socialement forte et largement partagée, façonnée par les classes dominantes — en position de déterminer les valeurs, les mythes, les symboles, les croyances et les préjugés les plus puissants de notre système social — avec la vérité. Et les moyens de domination de cette classe ne sont pas tant la force brutale — qui provoquerait des révoltes destructrices — que le conditionnement de notre éducation, notre acculturation, la manipulation et la conquête de nos consciences. Les iniquités entre riches et pauvres, puissants et humbles, deviennent alors légitimes, accidentelles, naturelles, un moindre mal ou inévitables. Notre soumission inconsciente rend possible la paix sociale.

Nous comprenons généralement bien l'influence des préjugés sur les politiques

ferme en leur supériorité morale sur les autres classes sociales et autant de justifications à l'exercice de leur pouvoir, de leur contrôle.

Si nous souhaitons nous attaquer sérieusement aux préjugés qui ciblent les personnes au cœur de nos missions, il faut déplacer la lutte sur le terrain politique et viser une reconfiguration des pouvoirs entre les classes sociales, un processus qui prend son envol au sein de nos organisations et s'étend dans l'espace public. Deux conditions essentielles sont à mettre en œuvre ou à revitaliser : la pratique du dialogue critique et celle de l'action

Notre soumission inconsciente rend possible la paix sociale.

¹ De nombreuses recherches scientifiques démontrent, entre autres, à quel point la théorie de l'attachement est d'une nature indémontrable, à quel point elle s'appuie sur des croyances et comment elle vient gommer les causes socioéconomiques et politiques des difficultés des familles.

Si nous souhaitons nous attaquer sérieusement aux préjugés qui ciblent les personnes au cœur de nos missions, il faut déplacer la lutte sur le terrain politique et viser une reconfiguration des pouvoirs entre les classes sociales.

collective, telles que l'éducation populaire les conçoit.

Le dialogue critique comme point de départ

Le dialogue critique permet à « l'éduquant » et à « l'éduqué » d'analyser, en interaction, leurs savoirs, leurs croyances, leurs valeurs, leurs conditions de vie, leurs visions du monde et d'interroger le contexte historique, social, culturel, politique, environnemental ainsi que tous les facteurs qui influencent leur identité individuelle et collective.

Le dialogue critique, point de départ (en principe) de toutes nos actions, « part du vécu des personnes », idée incontournable en éducation populaire. Encore faut-il ne pas confondre avec l'idée « qu'on se fait » du vécu des personnes. Trop souvent, nous avons une idée préconçue de l'expérience de l'autre et, partant, de ses besoins ou des objectifs qu'il devrait se fixer pour « s'en sortir ».

Pour transgresser les rôles éduquant et éduqué, il doit y avoir une volonté consciente, permanente d'apprendre ensemble, de comprendre ensemble, d'agir ensemble, de se libérer ensemble. Le résultat attendu est nécessairement une transformation des savoirs, des croyances, des certitudes, des visions

du monde, des pratiques aussi. Il n'est pas facile de questionner nos habitudes et nos certitudes. Pour beaucoup d'entre nous, ce l'est encore moins de questionner celles de ces personnes que nous jugeons *a priori* fragiles. Une telle attitude ne reproduit-elle pas des préjugés de classe, ne maintient-elle pas le *statu quo* et ne pose-t-elle pas les bases d'une pratique d'adaptation sociale et de services palliatifs ?

Pour transgresser les rôles éduquant et éduqué, il doit y avoir une volonté consciente, permanente d'apprendre ensemble, de comprendre ensemble, d'agir ensemble, de se libérer ensemble.

Involontairement, nos organisations servent trop souvent de relais aux préjugés que les classes dominantes destinent aux personnes déshéritées afin de leur « enseigner » l'esprit de soumission et de désespoir qui contribue à maintenir la paix sociale. Ces préjugés paralysent, ou du moins nuisent grandement à nos capacités d'agir tous ensemble dans l'accomplissement de nos missions.

Le dialogue critique en action : trois exemples

Plusieurs dizaines de participantes et de participants en alphabétisation populaire, soutenus par leur équipe d'animation respectives, organisent une action pour faire connaître une injustice les touchant directement. Ils choisissent de manifester devant Télévision Quatre Saisons à l'heure où

un commentateur populiste s'agite en ondes, car ils le considèrent comme un défenseur du peuple. Ils s'attendent à ce qu'il s'intéresse naturellement à leur manifestation, écoute leur revendication et leur offre une couverture médiatique. Malheureusement, ce jour-là, ce n'est pas le cas.

Que peut-on tirer de cette expérience ? Des questions s'imposent très certainement. Quelle place occupent les médias de masse ? Quel est leur rôle ? leur pouvoir ? leur idéologie ? Qu'en est-il de l'apparente sympathie « populaire » du commentateur visé par l'action ? Les médias contribuent-ils ou non à l'avancement de nos luttes ? Certaines participantes, certains participants disent croire en la toute-puissance des médias et de quelques vedettes des ondes pour dénoncer les injustices et redresser les torts. N'est-ce pas également ce que pensent les organisations communautaires et populaires ? Au fond, ne croyons-nous pas que les luttes les plus importantes doivent d'abord être une réussite médiatique ? qu'il ne faut pas descendre dans la rue si les médias risquent de ne pas couvrir l'événement ? qu'une action sans couverture médiatique, avec une mauvaise presse ou donnant lieu simplement à un entrefilet est un échec ? Si la lutte devient essentiellement un message à polir, à mettre en scène et à vendre, le pouvoir d'agir n'échappe-t-il pas aux personnes et aux organisations directement concernées ?

Dans un dialogue critique, il devrait être possible de défier les croyances qui nous conduisent à l'entière dépendance vis-à-vis des instruments mêmes des classes dominantes, à notre

impuissance lorsque ces dernières ne daignent pas nous accorder d'attention, à l'inaction lorsque les échecs se multiplient. N'y aurait-il pas d'autres objectifs dans le travail de mobilisation des groupes plus fondamentaux que de se faire voir?

Involontairement, nos organisations servent trop souvent de relais aux préjugés que les classes dominantes destinent aux personnes déshéritées.

Autre exemple. Une intervenante pense qu'on ne doit pas aborder les questions politiques et économiques avec les jeunes adultes sans abri et en difficulté. La raison : ils n'ont aucun pouvoir sur ce système qui produit, maintient, renforce les inégalités et les injustices traversant leur existence. En parler, ce serait accroître leur sentiment d'impuissance. L'intervenante reconnaît également son incapacité à changer le système. À ses yeux, la seule intervention appropriée est bel et bien de favoriser l'insertion sociale du jeune. C'est, selon toute apparence, l'approche la plus pragmatique. Pourtant, plusieurs jeunes doivent être hébergés de nouveau après quelques «malchances» qui leur ont fait perdre l'appartement durement acquis.

Imaginons ces jeunes et des intervenantes, des intervenants en plein dialogue critique sur les

politiques sociales inéquitables et les injustices qui déterminent les conditions d'existence des premiers et les pratiques des seconds. Serait peut-être abordée la paralysie ressentie par les uns et les autres devant ce système arbitraire et apparemment tout-puissant. On discuterait sans gêne des limites des pratiques d'intervention qui, partant toujours d'une bonne intention, remettent toutefois aux personnes l'entière responsabilité de supporter seules les attaques programmées et systématiques du régime politique. Une intervenante expliquerait pourquoi elle n'ose pas, ou n'ose plus, parler des aspects sociaux des difficultés éprouvées par les jeunes. D'autres approfondiraient peut-être cette explication, chercheraient tout haut à comprendre d'où elle vient et où elle mène fatalement et, par conséquent, se demanderaient s'il faut continuer à taire certaines choses et à intervenir de telle et telle manière.

Un dernier exemple. Un soir, au bout d'une année de lutte contre les décisions abusives d'une commission scolaire, des actrices, des acteurs de divers centres d'éducation populaire sont réunis pour établir un bilan. Il semble y avoir impasse sur le plan politique. La vigueur des actions des premiers mois s'est épuisée lorsque certaines personnes ont baissé les bras devant les maigres résultats atteints. Quelques-uns proposent une stratégie d'action plus radicale, qui rejoindra aussi les personnes en difficulté pour stimuler leur militantisme. C'est alors

qu'on entend tous les clichés possibles sur ces personnes trop médicamentées, trop malades, trop âgées, trop coupées de leurs émotions, trop occupées à survivre, trop prises par la garde des enfants, trop individualistes pour descendre dans la rue.

Un dialogue critique permettrait aux formatrices, formateurs, participantes, participants de débattre l'opinion selon laquelle certaines personnes sont trop pauvres, trop malades, trop jeunes, trop vieilles, trop mal prises pour quitter leur rôle «d'individu ayant des problèmes» et assumer celui de citoyenne, de citoyen engagé activement dans la lutte pour l'amélioration de ses conditions de vie². Les fondements des préjugés formulés plus tôt pourraient être examinés, ainsi que leurs conséquences sur l'organisme. Ont-ils un impact sur les activités et les services offerts? Déterminent-ils le type de salariés, de bénévoles, d'administratrices et d'administrateurs recherchés? Déterminent-ils qui se sent à l'aise dans l'organisme, qui n'y vient pas ou n'y revient plus?

Mais le dialogue critique à lui seul ne suffit pas. Choisir de lutter contre les préjugés exige de s'arrêter aux circonstances qui entraînent le blocage du dialogue et de les transformer.

Faire autrement

Dans l'ensemble des organisations communautaires et populaires, on trouve, en règle générale, deux grandes logiques d'actions : l'adaptation sociale et la transformation sociale.

2 N'y aurait-il pas au contraire une force invisible à notre regard dans ce que nous considérons comme une «trop grande faiblesse» chez certaines personnes? Imaginons la réaction des forces de l'ordre dans une manifestation de personnes apparemment «fragiles» physiquement (jeunes mères avec un bébé dans les bras, enfants tenant la main de personnes âgées ou handicapées, etc.). Une réaction musclée discréditerait les autorités en cause et augmenterait le pouvoir de revendication des manifestantes et des manifestants. Au contraire, une absence de réaction permettrait aux manifestantes et aux manifestants de saisir toute l'étendue de leur pouvoir (ils auraient «paralysé» l'adversaire). Et pour leur prochaine manifestation, ces personnes n'auraient-elles pas la «force» d'être plus audacieuses encore?

Bon nombre d'organisations sont déchirées entre les deux, mais la majorité opte pour la première. Le système étant perçu comme le seul possible, donc comme tout-puissant, le bon sens veut qu'on consacre l'essentiel des ressources à pallier les problèmes des personnes et non à lutter sans espoir pour transformer la société.

L'adaptation au régime politique et économique actuel — celui-là même qui creuse les écarts entre les riches et le reste de l'univers, qui va bientôt léguer aux générations futures les catastrophes écologiques et sociales les plus terrifiantes de l'histoire — est, écrivait le sociologue Alain Accardo, non pas tant une attitude consciente qu'un «ajustement pratique spontané et socialement conditionné, dont les mécanismes sont hors du champ de la conscience immédiate...»³. C'est toute l'importance de notre

socialisation. Aucune société ne survivrait si elle «mettait au monde» et éduquait des femmes et des hommes qui remettent tout en question, tout le temps. Elle produit des femmes et des hommes qui lui ressemblent et qui vont lui permettre de durer.

La transformation de la société apparaît souhaitable ou nécessaire pour certaines et certains d'entre nous, mais aussi impossible compte tenu de nos moyens. Nuisent à nos capacités d'agir les préjugés que nous entretenons sur la toute-puissance du système capitaliste. Ces croyances nous enferment dans une logique d'adaptation à une réalité donnée comme immuable, nous poussent à pallier encore et encore la misère ou à intervenir «sur» les personnes afin de favoriser leur intégration à une existence trop souvent indigne, parfois carrément révoltante. Inspirées par de bonnes intentions, nos pratiques favorisent ainsi l'adaptation progressive, inconsciente de l'organisme et des personnes à un système fondé sur des iniquités. À force de s'adapter, de s'ajuster, avons-nous encore les compétences et l'expérience de faire autrement?

Le dialogue critique doit déboucher sur l'action collective et lier le problème des préjugés au politique et aux structures d'inégalités sociales. Or, le Québec a produit peu de formations pratiques⁴ ou de guides pour l'action collective, la mobilisation et l'organisation des personnes les plus touchées par un problème. Personne non plus, parmi les vétérans des années 60 et 70, n'est venu répondre à nos

Inspirées par de bonnes intentions, nos pratiques favorisent ainsi l'adaptation progressive, inconsciente de l'organisme et des personnes à un système fondé sur des iniquités.

questions pleines d'inquiétude. Il faut donc sortir de notre zone de confort, accepter d'entrer dans une période d'incertitude et expérimenter au jour le jour de nouvelles pratiques et actions. Avec un peu de chance et beaucoup de persévérance, nous pourrions peut-être ouvrir des chemins pour d'autres, plus jeunes.

Présentement, notre tâche demeure la plus ardue qui soit. Rien n'est plus difficile que l'action collective lorsqu'il s'agit d'intervention communautaire ou d'éducation populaire. En l'absence d'expérience, nous avons besoin de croire. Croire en notre rêve de société progressiste. Croire que les personnes au cœur de nos missions sont les plus à même d'accomplir la tâche de transformation sociale. Croire en notre capacité d'animer ce rêve et ces personnes.



3 Alain ACCARDO. *De notre servitude involontaire. Lettre à mes camarades de gauche*, Marseille/Coméau, Agone Éditeur, et Montréal, Nadeau Éditeurs, 2001, p. 24.

4 Notons cependant la formation *L'action collective dans nos groupes* donnée par le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

Devenir des agents de transformation sociale

**Intégrité, lucidité, courage, il en faut pour
contrer les préjugés au jour le jour, pour
passer des idées aux... actes.**

**Que l'on soit formatrices, participants,
bénévoles, nos expériences, dans toute la beauté de
leurs imperfections, peuvent être déterminantes.**

En voici quelques-unes.



Recevoir l'Autre

Monique Roberge,
coordonnatrice,
L'Ardoise du Bas-
Richelieu (Sorel-Tracy)

J'ai travaillé à la création du groupe d'alphabétisation populaire L'Ardoise du Bas-Richelieu dès 1995. Je trouvais la cause admirable. Donner, partager, «faire avec» les gens me plaisaient. Certes, je n'avais jamais imaginé qu'on puisse ne pas savoir lire ou écrire, même un mot, même une phrase...

J'ai beaucoup appris avec les participantes et les participants. Ensemble, nous avons façonné L'Ardoise dans le respect des différences, nous avons mis en commun nos connaissances. Les jugements sont restés dehors, sur le palier, autant que possible. Finalement, nous avons réussi à former un groupe, un réseau, presque une famille. Au fil des ans, le travail s'est poursuivi dans le même climat, toujours avec le minimum d'idées préconçues, car pour la plupart des personnes, le passé n'est pas nécessairement garant de l'avenir.

Prise en flagrant délit

Retournons trois ans en arrière... Je conçois, avec toute mon expérience et ma confiance, des ateliers de formation (sur la gestion du temps, le budget, l'alimentation...) pour de jeunes mamans de 16 à 20 ans en collaboration avec une collègue. Il y a beaucoup de travail, de recherche, d'essais et d'erreurs avant d'en arriver à une formule adéquate. Nous écrivons des textes, reformulons certains passages pour une meilleure compréhension, élaborons divers outils. Le CLSC nous aide à recruter des participantes. Carrefour Naissance Famille, le groupe famille de la région, accepte de nous héberger pendant la durée de la formation et nous offre même le service de garderie. Nous sommes emballées.

Premier atelier: D'abord un tour de table pour mieux nous connaître. Puis, nous demandons aux jeunes femmes ce qu'elles souhaitent aborder en lien avec les thèmes de la formation. Elles se disent intéressées par les services de gardiennage sur appel. Je constate qu'elles semblent se fier énormément à leurs parents, ou à leur conjoint si elles en ont, pour administrer leur vie. J'ai l'impression de retourner une trentaine d'années en arrière. Comment ces belles jeunes femmes peuvent-elles être si dépendantes? Ma



collègue et moi terminons l'atelier par la réalisation d'une recette en collaboration avec les enfants qui reviennent de la halte-garderie. Et tout le monde s'en va.

Le courant n'a pas passé! J'anime des groupes depuis plus de 30 ans et je sais quand cela ne fonctionne pas. Attendons la prochaine rencontre... peut-être sera-t-il possible d'inciter les jeunes mères à l'action. Je ne crois pas que la différence d'âge y soit pour quelque chose. En tout cas, ce n'est pas seulement cela ; il y a sûrement d'autres facteurs! Je me demande comment atteindre ces filles. Mes attentes sont-elles trop grandes?

Deuxième atelier. On traite de consommation et d'organisation. Même sentiment! J'ai encore l'impression de ne pas rejoindre les jeunes mamans. Quelque chose fait obstacle.

Troisième atelier. Je n'arrive toujours pas à entrer en communication. Les jeunes participent, mais uniquement s'il s'agit de sujets superficiels. Quelles couleurs sont à la mode? Qui a le plus gros téléviseur, la meilleure laveuse? On dirait que tout ce qui les préoccupe est matériel... Quand on reçoit 700\$ par mois, la grosseur de la télé ne m'apparaît pas essentielle. Je me sens impuissante. Qu'est-ce qui se passe avec elles? Depuis le début des ateliers, je me sens tellement loin... J'essaie de trouver ce qui ne va pas.

Je me pose une tonne de questions. Ces jeunes mères pourraient être mes filles... et je ne voudrais sûrement pas d'une vie semblable pour elles. Voilà. Je commence à comprendre... J'ai créé cette situation de toutes pièces sans m'en rendre compte... En réalité, je les juge, ces jeunes mamans! Je ne juge pas leur vie, le fait qu'elles ont eu des enfants. Non. Je compare la vie de leurs bébés avec celle qu'ont eue mes enfants! Je ne vois plus en ces jeunes mamans et leurs enfants que la reproduction d'un cercle de pauvreté et tout ce que cela implique. Je ne vois plus — à ma grande honte — que des bébés affamés, souvent sales, le nez qui coule, des restes de repas du midi sur le pyjama. J'imagine leur avenir, la négligence, la violence, le décrochage, l'exclusion. Je préjuge.

Cela me dérange énormément. Non seulement je suis malheureuse pour elles, mais en plus je contribue par mes attitudes à perpétuer des idées toutes faites... Ces jeunes femmes n'ont pas demandé à être jugées sur leurs compétences de mères. Étais-je donc la maman parfaite? Non, j'ai fait du mieux que je pouvais, quelquefois dépassée, moi aussi! Mes conditions de vie, mes assises familiales ont fait la différence pour moi et mes enfants, mais j'aurais pu tout aussi bien être l'une d'elles!

Elles ont fait le choix de la maternité, malgré les difficultés et les préjugés. Elles ont démontré du courage... Peut-être ont-elles besoin de soutien, mais elles veulent aussi le mieux pour leurs bébés. À mes yeux, cela est suffisant.

Aller vers elles

Je remets les compteurs à zéro et repars avec une nouvelle lunette basée sur le respect des personnes. Il est temps de mettre en action mes paroles.

Comment modifier mon intervention? Je dois agir et... me protéger. Je demande aux filles de laisser les bébés à la halte-garderie, sinon j'aurai du mal à les considérer simplement comme des personnes ayant des compétences, des priorités, des lacunes, des désirs... Ce qui importe avant tout, c'est de les aider à mieux organiser leur quotidien, à inventer leur vie en fonction de leur réalité.

À partir de ce moment, les ateliers fonctionnent, car il y a un réel partage entre elles et nous. Huit des jeunes femmes inscrites terminent la formation.

Je demande aux filles de laisser les bébés à la halte-garderie, sinon j'aurai du mal à les considérer simplement comme des personnes ayant des compétences, des priorités, des lacunes, des désirs.

Le manque de confiance et de respect du début a certainement nui, mais il faut se servir de ses observations pour améliorer l'avenir. Jadis, pendant une courte période, j'ai vécu la pauvreté, l'iniquité et le désespoir. Je me rappelle comment je pouvais me sentir devant le regard de l'Autre... Je ne veux pas (du moins au meilleur de mes connaissances) agir de même envers celles et ceux qui croisent mon chemin. J'ai toujours essayé de miser d'abord sur la personne, mais ces jeunes femmes et leurs enfants m'ont secouée plus que tout. Il n'est pas facile de faire abstraction de ses principes ni de composer AVEC les personnes. Je ne suis pas toujours d'accord avec leurs choix, mais ce sont les LEURS.

Je ne dis plus «je n'ai pas de préjugés», car je suis humaine. Me remettre en question, accepter des valeurs différentes, voir la beauté au-delà des apparences, recevoir l'Autre, partager avec les personnes peuvent faire la différence. J'erre quelquefois, mais mes rêves me guident.

Un être humain, c'est une merveille. Il m'arrive d'être déçue, mais rarement. Je serai grand-mère bientôt. Je souhaite ardemment que cet enfant grandisse dans un monde meilleur. Par mes actions, je veux contribuer à en changer de petites parties.

Il n'est pas facile de faire abstraction de ses principes ni de composer AVEC les personnes. Je ne suis pas toujours d'accord avec leurs choix, mais ce sont les LEURS.

Les préjugés des gens qui m'entourent... et les miens

Entrevue avec **Ginette Lavallée**,
participante à Alpha-Nicolet
depuis 2003

Propos recueillis par
Chantal Nourry, formatrice

Avant de commencer à venir à Alpha-Nicolet, quelqu'un m'avait dit: « Ben voyons donc ! Tu sais lire et écrire ! Qu'est-ce que tu vas aller faire là ? Retourner à l'école à ton âge... ? ! Ça ne te donnera pas de travail. C'est du monde qui n'ont rien d'autre à faire, des B.S. qui vont là !... » Moi, je me disais: « Je vais essayer. Ça me donne quoi de rester à la maison ? » J'avais besoin de contacts humains. Surtout qu'on m'avait dit (une agente à l'aide sociale) que ce n'était pas comme à l'école.

Au début, j'ai eu des préjugés moi-même vis-à-vis des animatrices : « Ouais, elle parle bien... Elle a l'air snob... » Moi, je parle avec des *moé pis toé*... J'avais aussi des préjugés envers les personnes déficientes intellectuelles¹. J'ai changé d'opinion après les avoir connues.

Quand je suis arrivée la première fois, j'avais de la difficulté à rentrer dans le groupe. C'est René (autre participant), à Alpha-Nicolet depuis plus longtemps, qui m'a dit : « Tu vas voir, c'est comme une grande famille... » J'avais des préjugés envers les autres. Je jugeais même les autres personnes sur le bien-être social comme moi. Je jugeais les personnes d'après leur apparence. Avec le temps, j'ai appris à moins juger et à respecter les différences des autres.

Venir à Alpha-Nicolet m'a appris qu'il ne faut pas écouter les préjugés des autres, mais se concentrer sur ce qu'on apprend, sur ce qu'on vit de bien, le bien que ça nous fait... J'ai remarqué que les gens autour ne m'achalèrent plus avec ça : ils voient que j'ai l'air bien à venir ici.

¹ Plusieurs adultes ayant une déficience intellectuelle fréquentent le centre communautaire où Alpha-Nicolet occupe des locaux. Quelques-uns s'intègrent à des ateliers offerts par notre organisme (notamment Initiation à l'ordinateur et Alpha-théâtre).

J'avais des préjugés envers les autres. Je jugeais même les autres personnes sur le bien-être social comme moi. Je jugeais les personnes d'après leur apparence. Avec le temps, j'ai appris à moins juger et à respecter les différences des autres.

Les autres pensent que rester trois ans à Alpha-Nicolet... c'est bien assez! J'irai tant que j'en aurai besoin. J'y vais, on m'accepte comme je suis. Je vais à mon rythme. J'ai des expériences et des connaissances, et j'aime les partager avec les autres. C'est une motivation, me lever le matin et savoir que j'ai un lieu d'appartenance.

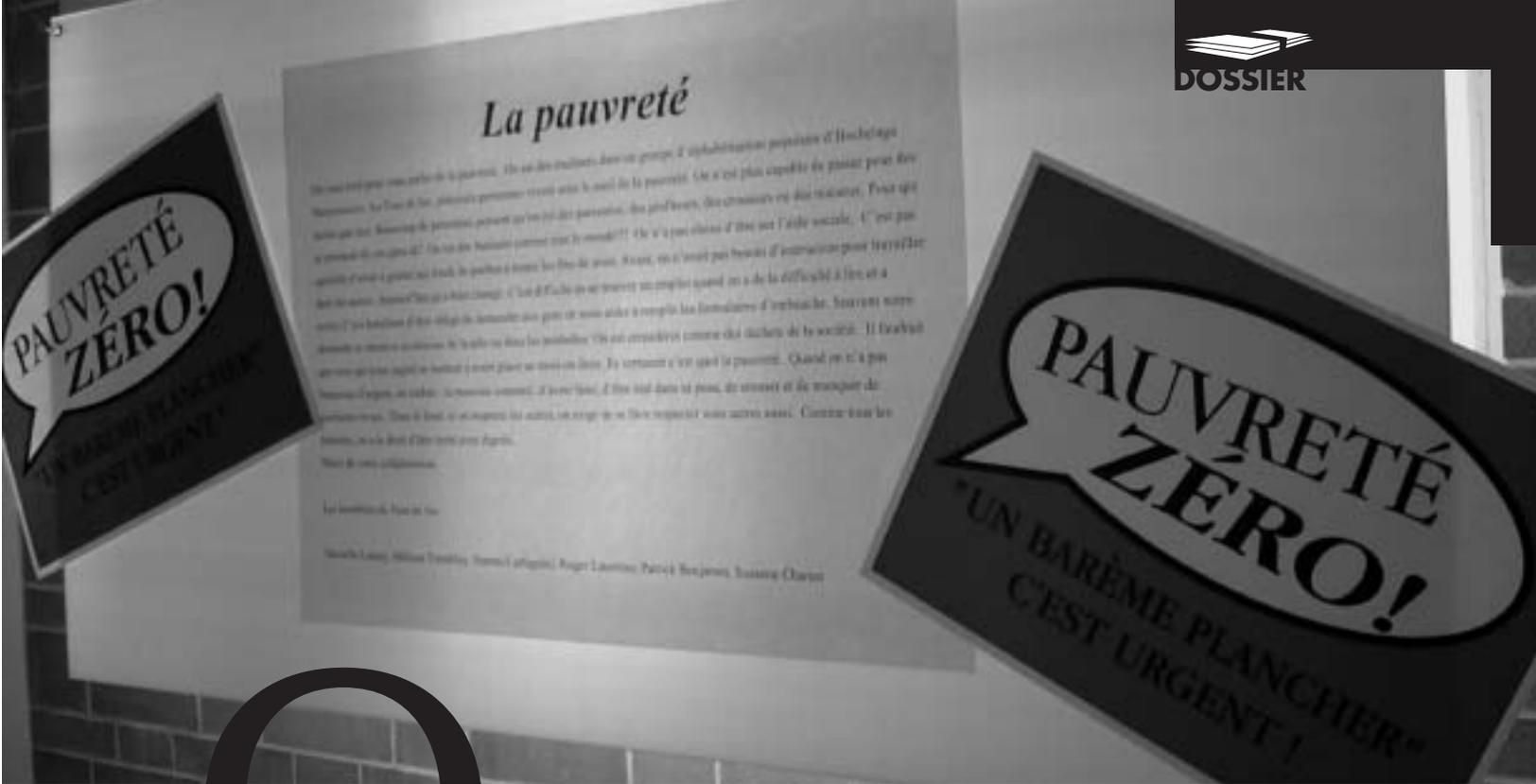
L'atelier sur l'estime de soi, tous les ateliers m'ont beaucoup aidée. La preuve : je commence ma 5^e année! J'écoute moins les préjugés autour de moi : j'essaie de leur expliquer... Avant, je n'aurais pas été capable. Cela a renforcé mon estime et ma confiance en moi. Je suis capable d'aller jaser avec d'autres, de parler devant d'autres... J'ai eu un méritas! J'ai des photos : j'ai serré la main du maire²! À une autre occasion, j'ai aussi serré la main de Pauline Marois! C'est une fierté pour soi-même!

Des préjugés, il y en a et il va toujours y en avoir. On va les diminuer mais on ne les ôtera pas. Tu vois les préjugés dans les regards. C'est tellement fort, les préjugés, que tu les ressens... Ici, je suis à l'aise, je ne me sens pas exclue mais incluse. Et les autres aussi qui sont passés par ici le ressentent... : ils reviennent. Je vais revenir ici tant qu'on va

m'accepter. Je suis maintenant capable d'aller parler aux gens, de les écouter... Je sais que je ne suis pas «juste une B.S.» : j'ai des choses à raconter, à partager... C'est à chaque personne, individuellement, à parler, à défaire les préjugés.

Ginette Lavallée a découvert peu à peu ses talents et ses compétences, et les a généreusement mis à la disposition de son entourage. Elle participe à de nombreux comités et groupes de travail ainsi qu'au conseil d'administration d'Alpha-Nicolet. Elle a trouvé une place dans la société.

² Ginette a été parmi une dizaine de personnes honorées lors d'une soirée-hommage en lien avec la Semaine québécoise des adultes en formation de 2005.



Quand la pauvreté mène à l'action

Julienne Bidityo, Patrick Benjamin, Norma Carfagnini, Suzanne Charest, Flanel Colo, Pierre Lalonde, Roger Laterreur et Danielle Lemay, Tour de lire (Montréal)

La lettre qui suit a été composée collectivement à l'automne 2006 pendant un atelier de lecture et d'écriture.

À l'époque, nous avons pour habitude de commencer les rencontres par une discussion sur un sujet d'actualité. Un jour, la lecture d'un texte traitant de l'accroissement de l'écart entre les riches et les pauvres suscite de vives réactions dans le groupe. De fil en aiguille, le débat s'articule autour de cette question : quand on vit dans une situation de pauvreté, qu'est-ce qui est le plus désagréable?

Il en ressort la réponse suivante : bien qu'il soit difficile et stressant de manquer de tout sur le plan matériel, le plus déplaisant reste de supporter les préjugés et les regards dédaigneux qu'entretient une part non négligeable de la

population envers les petits salariés et les assistés sociaux. Par la suite, dans l'idée de sensibiliser la population, quelqu'un propose d'écrire une lettre dénonçant cet état de fait.

Le groupe décide d'envoyer le document aux différents médias locaux et régionaux ainsi qu'aux bureaux de nos deux premiers ministres, Stephen Harper au fédéral et Jean Charest au provincial. Cette démarche n'a pas de résultat direct. Mais les participantes et les participants ressentent tout de même une certaine fierté à décrire l'inacceptable, en plus d'éprouver du plaisir à décompresser et à réaliser un projet commun.

Quelques mois plus tard, le Tour de lire célèbre ses 25 ans. Afin de souligner l'événement, l'organisme réalise une exposition.

Les visiteurs peuvent y lire le texte sur la pauvreté qui, pour l'occasion, a été imprimé en format géant. Peu de temps après, l'Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain se dit intéressée à utiliser le document en tant qu'outil de sensibilisation.

Bien qu'il soit difficile et stressant de manquer de tout sur le plan matériel, le plus déplaisant reste de supporter les préjugés et les regards dédaigneux qu'entretient une part non négligeable de la population envers les petits salariés et les assistés sociaux.

Enthousiasmés par les réactions obtenues, les participantes et les participants réitèrent l'expérience en écrivant d'autres textes de revendication. L'un d'eux, qui dénonce les multiples hausses des tarifs d'Hydro-Québec, est envoyé au ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

Des retombées inattendues

L'année suivante, plusieurs des personnes ayant participé à la rédaction des lettres se retrouvent de nouveau dans le même atelier. L'envie de se lancer dans une nouvelle aventure collective de même que la confiance acquise à la suite de leur expérience les amènent à choisir un projet plus ambitieux : l'écriture d'un livre d'histoire sur leur

quartier. Des mois durant, le groupe travaille à la rédaction et à la conception du livre. Tous les thèmes, titres, phrases, photos sont choisis, souvent par vote, par les participantes et les participants. Le texte sur la pauvreté se retrouve dans le dernier chapitre.

En septembre 2007 a lieu le lancement de *La belle histoire d'Hochelaga-Maisonneuve* dans les locaux du Tour de lire. Des représentantes et des représentants des milieux scolaire, politique et communautaire écoutent avec émotion Suzanne Charest, participante aux deux projets, lire le texte sur la pauvreté.

Une simple lettre a contribué à changer les mentalités, à modifier non seulement la perception des gens concernant la pauvreté et l'analphabétisme, mais aussi celle des participantes et des participants envers eux-mêmes.

Patrick Benjamin, formateur

La pauvreté

On vous écrit pour vous parler de la pauvreté.

On est des étudiants dans un groupe d'alphabétisation populaire d'Hochelaga-Maisonneuve.

Au Tour de lire, plusieurs personnes vivent sous le seuil de la pauvreté.

On n'est plus capable de passer pour des moins que rien.

Beaucoup de personnes pensent qu'on est des paresseux, des profiteurs, des crosseurs ou des niaiseux.

Pour qui ils se prennent ces gens-là. On est des humains comme tout le monde! On n'a pas choisi d'être sur l'aide sociale. C'est pas agréable d'avoir à gratter ses fonds de poche à toutes les fins de mois.

Avant, on n'avait pas besoin d'instruction pour travailler dans les usines.

Aujourd'hui ça a bien changé.

C'est difficile de se trouver un emploi quand on a de la difficulté à lire et à écrire.

C'est humiliant d'être obligé de demander aux gens de nous aider à remplir les formulaires d'embauche.

Souvent notre demande se retrouve en dessous de la pile ou dans les poubelles.

On est considéré comme des déchets de la société.

Il faudrait que ceux qui nous jugent se mettent à notre place un mois ou deux.

Ils verraient c'est quoi la pauvreté. Quand on a pas beaucoup d'argent, on endure : le mauvais sommeil, d'avoir faim, d'être mal dans sa peau, de stresser et de manquer de confiance en soi.

Dans le fond, si on respecte les autres, on exige de se faire respecter nous autres aussi. Comme tous les humains, on a le droit d'être traité avec dignité.



Comme des funambules

Martine Fillion,
responsable de la formation, Atelier des lettres (Montréal)

Parler des préjugés? Une question épineuse, car la frontière est si ténue parfois entre l'acceptable et l'inacceptable, entre l'étranger et soi... Il demeure si difficile d'entrer dans un univers dont les règles surprennent ou dérangent. Pourtant, n'avons-nous pas tout à gagner des échanges de vues et de croyances?

Je me rappelle un reportage sur la pauvreté à l'émission de télévision *Enjeux*. Une femme monoparentale, prestataire de l'aide sociale, nous accueillait dans sa cuisine. Elle était très touchante. À travers ses propos et sa situation, l'expression «tirer le diable par la queue» prenait tout son sens. Le lendemain, un commentaire revenait sans cesse autour de moi : «Ben, elle a juste à arrêter de fumer, elle va avoir plus d'argent!» Bon nombre de personnes n'avaient eu de yeux que pour le cendrier au centre de la table. Pas un seul instant, leur lecture des événements les avait amenés à penser que la cigarette était peut-être son seul plaisir, son seul exutoire, le seul moment où elle pouvait «respirer».

Heureusement pour cette femme, ce n'était pas encore l'époque des poumons roses...

Ce cas de figure demeure assez courant : les personnes assistées sociales deviennent des cibles faciles quand on pense aux préjugés. Mais qu'en est-il de nous dans notre petit monde de l'alphabétisation populaire? Pour des formatrices et des formateurs issus de différents horizons et époques, le combat contre les préjugés peut aussi être mené à l'intérieur. Je me souviens, lors d'une assemblée générale, d'une discussion bien animée avec certains collègues, subitement dubitatifs quant à mes compétences réelles après avoir appris que j'étais plutôt passée par l'université (en éducation) que par les assemblées de cuisine pour me former. C'est pas une vraie! disaient les regards. Pourtant, je sais, pour les avoir vues à l'œuvre, que ces personnes considéraient les participantes et les participants avec ouverture d'esprit, et faisaient valoir tout le bagage que ces derniers avaient acquis au cours de leur vie...

Je pense à une rencontre fort intéressante avec d'autres collègues travaillant auprès de jeunes. Le sujet : où tracer la limite entre la culture populaire et la nôtre. De par leur mission, les groupes s'engagent à faire la promotion de la culture populaire. Or, ce travail peut être délicat lorsqu'il s'agit d'aider une jeune femme enceinte de 18 ans, qui vit encore chez sa mère et désire profondément garder son bébé. En milieu populaire, les générations se succèdent parfois rapidement. Tout le débat autour de l'idée de garder le bébé ou de se faire avorter devient subitement très difficile à mener pour nous, issus en général d'un milieu où nous faisons des enfants plutôt à 30 ans qu'au sortir de l'adolescence. Préjugé? Persistance de notre vision du monde?

Nous vivons à l'ère de la technologie. Ordinateurs, téléphones portables font de plus en plus partie du quotidien des personnes qui fréquentent notre organisme. Au début, dès qu'un participant se pointait avec un téléphone cellulaire, nous le mettions en garde contre la consommation, voire la surconsommation, et tentions de le ramener à ses besoins. Pour nous, aucun doute qu'il se faisait systématiquement rouler. Cela nous a pris du temps à comprendre que c'était pour lui une façon de s'inclure dans une société qui le maintient en marge. «Être comme tout le monde» peut passer par un coup de fil sur la rue.

Un autre souvenir m'est cher quand je pense au chemin à parcourir... au-delà des préjugés. Par un bel après-midi, dans un local ensoleillé, nous sommes une quinzaine de formatrices et de formateurs réunis pour discuter de stratégies. À la dernière assemblée du Comité urbain de luttes, des participantes et des participants ont voté une série d'actions à mener. Nous nous attardons sur des aspects logistiques. Nous nous enflammons. Certains font valoir qu'il serait peut-être bien de modifier ceci ou cela. Les suggestions fusent et nous sommes d'une efficacité redoutable. Puis un commentaire des plus judicieux tombe lourdement sur la table : «Mais là, c'est plus du tout l'action de départ que les participantes et les participants ont votée.» Le silence remplace nos envolées. Au bout d'un moment, nous balayons du revers de la main nos idées lumineuses et revenons au plan initial, c'est-à-dire celui des participantes et des participants. Nos désirs, notre vision de la vie s'étaient installés à notre insu entre eux et l'action à venir. Cette volte-face fut un moment mémorable. Notre capacité à ranger notre propre lunette quand il le faut m'a rassurée.



Qu'en pensent les adultes victimes de



de nos groupes qui sont préjugés ?

« Plusieurs pensent qu'on n'est pas capable d'apprendre, qu'on est trop vieux. De toutes façons, disent-ils, on n'a pas été capable de travailler, de se débrouiller, de s'en sortir. Ça nous blesse, nous fait mal au cœur, nous fâche. »

« On finit par penser qu'on est pourri puisque les autres le disent. »

« Les jugements font mal. Le dénigrement constant est insupportable. »

« À cause des préjugés, les gens nous réduisent à rien. »

« Malgré nos difficultés, nous désirons participer à la société, nous ne voulons pas qu'on nous écarte et nous isole. »

« Les préjugés peuvent aussi nous rendre plus forts et nous donner le goût de nous battre. »

C

onclusion

Mieux saisir une réalité ne signifie pas forcément en comprendre toute la portée. Il reste beaucoup à dire sur les préjugés, sur notre capacité à en reconnaître les assauts, sur la manière d'en atténuer les effets sur les participantes et les participants. Dans la mesure où le contexte social, idéologique, personnel évolue, nos interventions auront, elles aussi, à se transformer.

Faire de l'alphabétisation populaire au quotidien ne devrait-il pas nous inciter à demeurer *pratiques*, c'est-à-dire à nous laisser guider certes par la théorie, mais également par l'expérience et les connaissances des adultes de nos groupes?

On dit que les préjugés existent si la société les tolère. Combattons alors ce qui n'est pas *conforme* à nos valeurs et à nos idéaux.